

l'honorable député de Selkirk (M. Bancroft) a prouvé cet après-midi que, du moment qu'on abaisse le tarif sur un article, ou sur une denrée, le prix diminue en conséquence. Il me semble que la concurrence limitée à l'intérieur du pays n'est pas toujours suffisante pour maintenir les prix à un niveau raisonnable, et que nous avons besoin de la concurrence étrangère pour atteindre cette fin. Rappelons-nous que le Canada possède de vastes ressources naturelles. Si nous voulons que nos industries soient prospères, il faut qu'elles reposent sur ces ressources naturelles. Il n'est pas juste qu'une industrie demande une protection allant jusqu'à 35 ou 40 p. 100, car cela fait monter les prix, et l'on ne devrait pas forcer le peuple à acheter les produits de cette industrie.

J'avais l'intention de discuter la question de l'immigration, mais le sujet a été traité cet après-midi d'une façon si complète par l'honorable député de Vancouver-Nord (M. McRae),—et personne n'est plus autorisé qui lui à parler sur cette question,—que je ne crois pas devoir aborder ce sujet. J'ai été heureux d'entendre les applaudissements qui l'ont accueilli quand il a déclaré que, pour la colonisation de nos terres, on devrait assurer à nos jeunes gens autant d'avantages qu'aux immigrants.

On nous a dit que les recettes du Canada sont abondantes, que notre pays est dans une excellente situation financière et que la prospérité règne dans tout le Dominion. Si j'ai osé me lever ce soir, c'est pour indiquer quelques moyens de dépenser ces revenus d'une façon avantageuse. Nous voulons encourager le tourisme de toutes les façons possibles, car c'est une industrie très rémunératrice pour le pays, et il faudra bientôt dépenser de grosses sommes pour les routes. Il nous faudra aussi continuer à construire des embranchements de chemins de fer. Dans plusieurs régions éloignées des centres, les gens ont à parcourir une distance de plusieurs milles pour se rendre au marché et l'on y a grandement besoin de chemins de fer, surtout dans l'Ouest. Plusieurs embranchements de chemins de fer ont été formellement promis, et la population des régions intéressées, qui a essayé maintes fois d'obtenir la réalisation de ces promesses, vit encore avec l'espoir de les voir bientôt remplir. Je crois qu'il va falloir dépenser beaucoup d'argent de ce côté. Pendant la guerre et durant les années qui l'ont suivie, on a construit bien peu d'édifices publics. Durant la discussion des crédits proposés par l'honorable ministre des Travaux publics (l'hon. M. Elliott) j'ai entendu plusieurs députés plaider pour obtenir la construction de bureaux de poste ou d'édifices publics dans

leurs comtés. Il me semble qu'il faudra bientôt dépenser les deniers du trésor fédéral pour l'enseignement technique. Le Gouvernement a fait beaucoup de ce côté par le passé et je suis certain que plusieurs d'entre nous regretteront de voir arrêter ces subventions. Nous avons une autre source de dépenses dans les octrois accordés aux provinces. Plusieurs de ces dernières, aujourd'hui, bouclent leur budget avec difficulté. Le gouvernement de l'Alberta a été forcé d'accuser un déficit en dépit d'une administration soigneuse.

Un honorable député a fait remarquer l'autre jour que le Canada avait beaucoup souffert de la guerre et que, dans nos familles, au moins cinquante mille sièges sont vacants. Mais, outre ceux qui ont fait le sacrifice suprême, nous voyons dans nos rues un grand nombre d'anciens combattants qui portent les cicatrices de blessures reçues pendant la guerre, et plusieurs d'entre eux souffrent aujourd'hui de maladies contractées en service actif. Les émotions, les obsessions et les inquiétudes qui ont accompagné ces sacrifices commencent à faire sentir leurs effets chez plusieurs de ceux qui paraissaient sains à la fin des hostilités. Il est évident qu'il faudra dépenser plus d'argent pour les fins de pensions. Quelqu'un, un peu au courant m'a dit que, pendant le mois de février dernier, onze cents nouvelles réclamations de pensions avaient été reçues, dont 96 p. 100, d'hommes qui n'avaient jamais dans le passé fait pareille demande. Le Canada s'est jeté corps et âme dans la guerre et a pris sa pleine part des responsabilités. Personne ne regrette ce fait, et sûrement, personne n'hésite à faire sa part pour venir en aide à ceux qui ont fait des sacrifices personnels outre-mer.

Personne ne contestera que les impôts doivent être acquittés par ceux qui sont le plus en mesure de le faire et, aujourd'hui, personne d'entre nous, j'en suis sûr, ne refusera d'acquiescer le taux actuel de l'impôt sur le revenu. Vu le besoin urgent de fonds, pour faire face aux dépenses actuelles et auxquelles j'ai fait allusion, on devrait, je pense, réduire les impôts très graduellement. Il me semble qu'à mesure que les impôts peuvent être réduits, on devrait d'abord s'occuper du tarif douanier, puis de l'impôt sur les ventes et, en dernier lieu, de l'impôt sur le revenu. Il n'est pas très juste d'établir une comparaison entre notre impôt sur le revenu et celui des Etats-Unis. Dans ce dernier pays, le Gouvernement perçoit 65 p. 100 des recettes du trésor de l'impôt sur le revenu, tandis que nous ne recevons que 14 p. 100 du nôtre de la même source. D'un autre côté, le Canada a participé à la guerre dès le commencement des hostilités jusqu'à l'armistice.